

Porc dans les cantines : le Ministère botte en touche, par Jarczyk

écrit par Jarczyk | 28 octobre 2013



Pour apporter un petit plus sur le sujet de la baisse de [consommation de porc](#) dans les menus des cantines scolaires... Je suis allé voir ceux de ma bonne ville de **Sèvres**... **La Société Ellior, désormais détentrice du contrat, ne propose qu'un seul menu avec porc jusqu'à fin novembre !!!**

Je vous renvoie à cet article qui montre bien dans quelle hypocrisie baignent les « décideurs » et même toute la filière porcine !!!

Je crois que je vais militer pour le porc bio sur Sèvres puisque le « bio » est à l'honneur (le petit vernis « écolo ») selon les vœux de l'actuelle majorité UMP (KM) le papa de Nathalie...Très « Fais pas ci , fais pas ça » !!!

L'Inaporc (Interprofession nationale porcine), organisme présidé par le Breton Guillaume Roué, s'inquiète du recul de la consommation de viande de porc dans les cantines. À l'initiative du Comité régional porcin de Bretagne, elle a adressé au printemps dernier une lettre à tous les maires de communes de plus de 3.000 habitants, aux présidents de

conseils généraux et régionaux pour les informer de la situation. On peut y lire : « Nous sommes extrêmement préoccupés par l'exclusion de plus en plus fréquente de la viande de porc et des produits de charcuterie des cantines scolaires. Nous attachons une grande importance au respect de chacun. Ce que nous voulons, c'est dépasser les polémiques stériles et faire prévaloir le bon sens. »

Deux sénateurs soulèvent la question

Cette question a été soulevée cet été au Sénat. En juillet, le sénateur UDI de la Marne, Yves Détraigne, et Alain Fauconnier, sénateur PS de l'Aveyron, ont, par des questions écrites, tenté d'attirer l'attention du ministre de l'Agriculture sur cette question. « Cette situation empêche les jeunes générations de découvrir la diversité et la qualité desdits produits transformés. Cette exclusion pénalise également notre patrimoine culinaire et va à l'encontre du bon équilibre alimentaire. S'ils sont attachés au respect de chacun, ces professionnels (l'Inaporc) défendent le principe de laïcité et demandent que chacun puisse avoir accès à la richesse gastronomique de notre pays. Considérant, en outre, que les éleveurs de porcs connaissent depuis plusieurs années une grave crise, il paraît important que les responsables publics soient vigilants sur ces questions. » La réponse du ministère est restée très évasive. La composition des menus relevant « exclusivement de la responsabilité des collectivités ». Le reste de l'argumentaire était complètement hors sujet, car portant uniquement sur la qualité des produits et la traçabilité...

« Le ministère a botté en touche »

« La laïcité, pour moi, c'est pourquoi prendre en compte toutes les pratiques alimentaires. Celles des personnes de confession musulmane ou juive. Mais aussi, bien évidemment, celles du pays où l'on se trouve, souligne Alain Fauconnier. On ne peut pas, par commodité, pour éviter d'avoir à préparer

plusieurs plats, écarter la viande de porc des menus. Ce faisant, on stigmatise les populations, on les braque, et on donne de l'eau au moulin des extrêmes. » Yves Détraigne, lui, dit avoir constaté l'absence de charcuterie dans les menus des cantines dans sa communauté de communes. « Derrière ces considérations, se pose la question plus profonde de la laïcité. Et là, le ministère a botté en touche. »

Jarczyk